

Le rôle redistributif de la zakat dans la lutte contre le chômage et la relance de l'activité économique

The redistributive role of zakat in combating unemployment and reviving economic activity

KNINIR Khadija

Doctorante

ENCG de Settat

Université Hassan 1er, Maroc

Laboratoire de recherche en finance, audit et gouvernance des organisations (LARFAGO)

AMEDJAR Mohamed

Enseignant chercheur

FSJES de Casablanca

Université Hassan II, Maroc

GHANDARI Youssef

Enseignant chercheur

ENCG de Settat

Université Hassan 1er, Maroc

Laboratoire de recherche en finance, audit et gouvernance des organisations (LARFAGO)

Date de soumission : 29/04/2026

Date d'acceptation : 13/07/2026

Pour citer cet article :

KNINIR, K. & al. (2026) « Le rôle redistributif de la zakat dans la lutte contre le chômage et la relance de l'activité économique », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 8 » pp : 359- 381.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article examine les mécanismes par lesquels la redistribution de la zakat pourrait contribuer au soutien de la demande globale, de la production et de l'emploi dans les économies musulmanes. L'analyse repose sur une adaptation théorique du multiplicateur keynésien, complétée par l'examen d'expériences institutionnelles en Malaisie, en Indonésie, au Pakistan, au Koweït et au Qatar. Les simulations proposées ont une portée exploratoire et visent à illustrer les effets potentiels d'un transfert de ressources vers des ménages présentant une propension marginale à consommer relativement élevée. Les scénarios étudiés suggèrent que la zakat pourrait soutenir l'activité économique lorsque les ressources sont effectivement collectées, rapidement redistribuées, correctement ciblées et partiellement orientées vers des programmes productifs. Toutefois, les résultats demeurent conditionnels aux hypothèses retenues et ne constituent pas une estimation empirique de l'effet causal de la zakat sur le chômage. L'analyse souligne également que l'efficacité de ce mécanisme dépend de la qualité de la gouvernance, de la transparence des institutions zakataires, de la confiance des contributeurs et de l'articulation de la zakat avec des politiques économiques et sociales plus larges.

Mots clés : zakat ; chômage ; redistribution ; multiplicateur keynésien ; économie islamique.

Abstract

This article examines the mechanisms through which zakat redistribution could support aggregate demand, output, and employment in Muslim economies. The analysis is based on a theoretical adaptation of the Keynesian multiplier, complemented by an examination of institutional experiences in Malaysia, Indonesia, Pakistan, Kuwait, and Qatar. The proposed simulations are exploratory and aim to illustrate the potential effects of transferring resources to households with a relatively high marginal propensity to consume. The scenarios suggest that zakat could support economic activity when resources are effectively collected, rapidly redistributed, properly targeted, and partly allocated to productive programs. However, the results remain conditional on the assumptions adopted and do not constitute an empirical estimate of the causal effect of zakat on unemployment. The analysis also emphasizes that the effectiveness of this mechanism depends on the quality of governance, the transparency of zakat institutions, contributors' trust, and the integration of zakat into broader economic and social policies.

Keywords: Zakat; unemployment; redistribution; Keynesian multiplier; Islamic economics.

Introduction

La persistance du chômage, de la pauvreté et des inégalités constitue un défi majeur dans de nombreuses économies musulmanes. Les jeunes, les populations rurales et les travailleurs faiblement qualifiés rencontrent notamment des difficultés durables d'insertion professionnelle. Malgré la mise en œuvre de politiques publiques de soutien à l'activité, de protection sociale et d'attraction des investissements, leurs effets restent variables selon les contextes économiques et institutionnels (World Bank, 2022). Ces constats invitent à examiner le rôle que pourraient jouer des mécanismes complémentaires de redistribution dans le soutien à la demande intérieure et à l'emploi.

Dans cette perspective, la zakat occupe une place particulière. En tant qu'obligation religieuse imposée aux musulmans dont le patrimoine atteint le seuil requis, elle organise un transfert de ressources vers des catégories déterminées de bénéficiaires. Elle répond ainsi à une finalité sociale de circulation des richesses et de soutien aux populations vulnérables (Chapra, 2000). Sur le plan économique, cette redistribution pourrait influencer la demande globale lorsque les ressources sont orientées vers des ménages dont la propension marginale à consommer est relativement élevée (Awan, 1980 ; Shehatah, 1989). Toutefois, cet effet potentiel n'est ni automatique ni uniforme. Il dépend notamment du niveau réel de collecte, de la rapidité de la distribution, de la qualité du ciblage, des coûts de gestion, de la confiance envers les institutions zakataires et de la capacité de l'appareil productif à répondre à l'augmentation de la demande (Ab Rahman et al., 2012 ; Ascarya, 2022 ; Prawoto & Basuki, 2024).

La littérature consacrée à la zakat insiste largement sur ses fonctions religieuses, sociales et redistributives, ainsi que sur son rôle potentiel dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être des bénéficiaires (Chapra, 2000 ; Ab Rahman, 2014 ; Ascarya, 2022). En revanche, dans le corpus mobilisé, les mécanismes macroéconomiques par lesquels la redistribution de la zakat pourrait agir sur la consommation, la production et l'emploi restent moins développés. Les travaux existants adoptent fréquemment une approche normative ou descriptive et discutent encore insuffisamment les hypothèses nécessaires à la réalisation de cet effet, ainsi que les limites institutionnelles et économiques susceptibles d'en réduire la portée.

Dans l'ensemble, la littérature reconnaît le potentiel redistributif de la zakat, mais les conclusions relatives à ses effets macroéconomiques demeurent nuancées. Si plusieurs auteurs mettent en avant sa capacité à soutenir la consommation et à réduire la pauvreté, d'autres soulignent que son efficacité dépend de facteurs institutionnels tels que la gouvernance, la transparence, le ciblage des bénéficiaires et le niveau effectif de collecte. En outre, les

validations empiriques de ces mécanismes restent limitées, ce qui justifie la poursuite des recherches sur les conditions dans lesquelles la zakat pourrait contribuer au soutien de l'activité économique.

La présente recherche s'interroge donc sur la question suivante : Quels sont les mécanismes par lesquels la redistribution de la zakat pourrait soutenir la demande globale, la production et l'emploi dans les économies musulmanes, et quelles conditions économiques et institutionnelles en déterminent la portée et les limites ?

L'objectif de cet article est d'analyser le rôle redistributif potentiel de la zakat à partir d'une adaptation théorique du multiplicateur keynésien. La zakat y est envisagée comme un transfert de ressources entre des agents présentant des comportements de consommation différents, et non comme une injection entièrement nouvelle dans l'économie. La recherche examine ainsi les conditions dans lesquelles ce transfert pourrait accroître la consommation agrégée et soutenir l'activité économique. Elle ne vise toutefois pas à établir une relation causale empirique entre la zakat et la réduction du chômage.

Pour répondre à cette problématique, l'article présente d'abord les fondements théoriques relatifs à la zakat, à la redistribution et au chômage. Il expose ensuite la démarche méthodologique et les hypothèses retenues pour construire des scénarios exploratoires inspirés du multiplicateur keynésien. Enfin, l'analyse est complétée par l'examen des expériences institutionnelles de la Malaisie, de l'Indonésie, du Pakistan, du Koweït et du Qatar, afin d'identifier les conditions de gouvernance, de collecte et de distribution susceptibles d'influencer l'efficacité du mécanisme zakataire.

1 Cadre théorique : zakat, redistribution et chômage

1.1 La zakat

La zakat constitue une obligation religieuse imposée aux musulmans dont les biens remplissent les conditions requises, notamment l'atteinte du seuil du nisab. Elle organise le prélèvement d'une partie déterminée du patrimoine au profit de catégories précises de bénéficiaires. Pour certaines catégories de biens monétaires et commerciaux, le taux couramment appliqué est de 2,5 %, sous réserve des conditions relatives à la nature des actifs et à leur durée de détention. Les modalités de calcul peuvent toutefois varier selon les types de richesses concernés.

La zakat ne doit pas être confondue avec une aumône volontaire. Elle constitue un prélèvement religieux obligatoire à finalité redistributive, fondé sur le principe selon lequel une part de la richesse des personnes disposant de ressources suffisantes revient aux bénéficiaires désignés. Sur le plan économique, elle peut être analysée comme un mécanisme de redistribution sociale,

tout en conservant un fondement, des règles d'affectation et des finalités distincts de ceux de l'impôt conventionnel (Chapra, 2000).

Les objectifs de la zakat sont à la fois religieux, sociaux et économiques. Sur le plan social, elle vise à soutenir les personnes en situation de pauvreté ou de vulnérabilité et à renforcer la solidarité au sein de la communauté. Sur le plan économique, elle favorise la circulation des ressources et peut contribuer à limiter la thésaurisation de certains actifs, tout en encourageant leur mobilisation dans des usages productifs (Shehatah, 1989). Lorsque les ressources sont redistribuées à des ménages à faible revenu, elles peuvent également soutenir leur consommation et, sous certaines conditions, la demande globale (Awan, 1980). Son efficacité dépend néanmoins du montant effectivement collecté, de la qualité du ciblage et des modalités de distribution.

Les bénéficiaires de la zakat, appelés *asnaf*, sont regroupés en huit catégories : les pauvres, les indigents, les personnes chargées de la collecte et de la gestion de la zakat, les personnes dont les cœurs sont à rapprocher, les personnes en situation de servitude à libérer, les débiteurs insolvables, les actions relevant de la voie de Dieu et les voyageurs en détresse. Cette classification encadre l'affectation des ressources et distingue la zakat des autres formes de solidarité volontaire (Chapra, 2000).

Les institutions contemporaines de zakat ne modifient pas ces catégories de bénéficiaires, mais elles peuvent diversifier les formes d'intervention mises en œuvre en leur faveur. En complément des aides destinées à satisfaire les besoins immédiats, certaines institutions financent, dans le respect des règles d'éligibilité, des programmes de formation, d'accompagnement, de microfinancement ou de soutien à l'entrepreneuriat. L'objectif est de favoriser, lorsque la situation du bénéficiaire le permet, le passage d'une assistance ponctuelle à une autonomisation économique plus durable. (Afifah & Suryadi, 2026).

1.2 La redistribution

La redistribution désigne l'ensemble des mécanismes par lesquels des ressources sont transférées entre différentes catégories d'agents afin de réduire les écarts de revenus, de soutenir les populations vulnérables et de contribuer à la stabilité économique. Dans les systèmes contemporains, elle s'effectue principalement par l'intermédiaire des prélèvements obligatoires, des prestations sociales et des politiques publiques de soutien aux ménages (Prawoto & Basuki, 2024).

Dans l'économie islamique, la redistribution comporte également une dimension religieuse et éthique. Elle repose sur plusieurs instruments de solidarité, parmi lesquels la zakat, la sadaqa et

le waqf. La sadaqa correspond à une contribution volontaire, tandis que le waqf repose sur l'affectation durable d'un bien ou de ses revenus à une finalité sociale. La zakat se distingue de ces instruments par son caractère obligatoire, ses conditions de calcul et la détermination précise de ses catégories de bénéficiaires (Chapra, 2000).

Sur le plan économique, la zakat peut être analysée comme un mécanisme de transfert de ressources entre les personnes dont le patrimoine remplit les conditions d'assujettissement et les bénéficiaires éligibles. Elle se distingue néanmoins de l'impôt conventionnel par son fondement religieux et par l'affectation encadrée de ses ressources (Chapra, 2000). Selon les systèmes nationaux, sa collecte et sa distribution peuvent être assurées directement par les individus, par des organisations caritatives ou par des institutions publiques ou agréées (Prawoto & Basuki, 2024).

L'effet redistributif de la zakat dépend du montant effectivement collecté, de la qualité du ciblage et de la capacité des institutions à orienter les ressources vers les personnes qui en ont le plus besoin. Lorsque les fonds sont rapidement redistribués à des ménages disposant de faibles revenus, ils peuvent soutenir la consommation de biens et de services essentiels en raison de leur propension marginale à consommer relativement élevée (Awan, 1980). Toutefois, une amélioration durable de la situation des bénéficiaires suppose également des actions complémentaires de formation, d'accompagnement et de soutien aux activités génératrices de revenus (Afifah & Suryadi, 2026).

L'intégration de la zakat dans les politiques économiques contemporaines soulève néanmoins plusieurs difficultés. Elle nécessite une clarification des responsabilités entre les institutions religieuses, sociales et publiques, ainsi que la mise en place de mécanismes de gouvernance, de transparence et de contrôle. Elle doit également préserver la spécificité religieuse de la zakat et éviter de la confondre avec la fiscalité générale (Prawoto & Basuki, 2024). Son efficacité redistributive ne dépend donc pas uniquement des ressources mobilisées, mais également de la confiance des contributeurs, de la qualité de la gestion et de la coordination avec les autres dispositifs de protection sociale (Awan, 1980 ; Prawoto & Basuki, 2024).

1.3 Le chômage

Le chômage se définit comme la situation d'un individu qui souhaite travailler mais qui ne trouve pas d'emploi rémunéré. On distingue généralement le chômage frictionnel, lié au temps nécessaire pour passer d'un emploi à un autre, le chômage conjoncturel, dû à une insuffisance de demande, et le chômage structurel, résultant d'un décalage entre les compétences des travailleurs et les besoins des entreprises (RBA, 2020). Dans les économies en développement,

le chômage structurel est particulièrement élevé, car les systèmes de formation ne s'ajustent pas assez rapidement aux transformations technologiques et les marchés du travail restent segmentés (RBA, 2020). Cette configuration accentue la pauvreté et fragilise le tissu social, rendant nécessaire une approche combinant politiques actives de l'emploi et mécanismes de redistribution (Dompét Dhuafa, 2024).

Parmi les causes du chômage figure également la faiblesse de la demande effective, qui est au cœur de l'analyse keynésienne. Lorsque les entreprises n'écoulent pas leur production, elles réduisent leur offre et leurs embauches, ce qui entraîne une spirale dépressive (Shehatah, 1989). La distribution des revenus influence directement la demande : si une grande partie du revenu national est concentrée entre les mains d'agents à faible propension à consommer, la demande globale s'en trouve amoindrie (Awan, 1980). Inversement, des transferts vers les ménages pauvres stimulent immédiatement la consommation et l'investissement local, ce qui peut réduire le chômage (Prawoto & Basuki, 2024).

La pauvreté et le chômage sont donc étroitement liés : la privation de revenus empêche l'investissement dans l'éducation et la santé, ce qui alimente un cercle vicieux d'exclusion. Les politiques publiques de redistribution visent à briser ce cercle en fournissant un filet de sécurité et des opportunités d'insertion, mais leur efficacité dépend de la capacité institutionnelle à cibler les bénéficiaires et à éviter les distorsions (Dompét Dhuafa, 2024). Dans ce contexte, la zakat offre un cadre alternatif ou complémentaire, susceptible d'atteindre des populations exclues des programmes publics et de renforcer la cohésion sociale (Afifah & Suryadi, 2026). Toutefois, son impact dépend de la rigueur de la collecte, de la transparence de la distribution et de la qualité des programmes financés (Zagralı, 2017).

La littérature mobilisée met en évidence le potentiel redistributif de la zakat, mais elle ne permet pas d'établir un effet macroéconomique automatique ou uniforme sur la croissance et l'emploi. Si plusieurs auteurs reconnaissent sa capacité à soutenir la consommation des ménages vulnérables, leurs conclusions divergent quant à l'ampleur de ses effets sur l'activité économique. Ces divergences s'expliquent notamment par les différences de gouvernance, de modalités de collecte et de distribution, de qualité du ciblage ainsi que par les contextes économiques étudiés. En outre, une augmentation de la consommation ne se traduit pas nécessairement par une progression équivalente de la production et de l'emploi. Lorsque l'offre nationale est contrainte, elle peut alimenter les importations ou la hausse des prix. L'analyse du rôle économique de la zakat doit donc tenir compte à la fois de son mécanisme redistributif et des conditions institutionnelles et productives nécessaires à son efficacité (Awan, 1980 ;

Zagralı, 2017 ; Prawoto & Basuki, 2024). Cette lacune dans la littérature justifie l'analyse développée dans la présente recherche.

2 Modélisation keynésienne et effets de la zakat

La présente recherche adopte une démarche exploratoire fondée sur une adaptation théorique du multiplicateur keynésien, complétée par l'analyse comparative d'expériences institutionnelles menées en Malaisie, en Indonésie, au Pakistan, au Koweït et au Qatar. Cette approche vise à analyser les mécanismes économiques susceptibles d'être associés à la redistribution de la zakat ainsi que les conditions institutionnelles favorisant leur efficacité. Elle ne cherche pas à établir une relation causale entre la zakat et les performances macroéconomiques, mais à proposer un cadre d'analyse théorique appuyé par des illustrations et des études de cas.

2.1 Modélisation keynésienne

L'analyse keynésienne repose sur l'idée que le niveau de l'activité économique dépend notamment de la demande globale, constituée des dépenses de consommation, d'investissement et des dépenses publiques. Dans ce cadre, la propension marginale à consommer joue un rôle déterminant : plus elle est élevée, plus une augmentation du revenu se traduit par une progression de la consommation et, lorsque des capacités productives sont disponibles, par une augmentation de la production nationale (Awan, 1980 ; Shehatah, 1989).

Les ménages à faible revenu consacrent généralement une part relativement importante de leurs ressources à la satisfaction de leurs besoins courants, tandis que les ménages disposant de revenus plus élevés présentent une capacité d'épargne plus importante. La redistribution de la zakat vers les ménages bénéficiaires pourrait ainsi soutenir la demande globale lorsque leur propension marginale à consommer est supérieure à celle des contributeurs.

Les hypothèses retenues dans cette modélisation s'appuient sur les principes du modèle keynésien ainsi que sur les travaux portant sur les effets redistributifs de la zakat (Awan, 1980 ; Shehatah, 1989). Elles ne constituent pas des estimations empiriques propres aux pays étudiés, mais des hypothèses de travail destinées à illustrer différents scénarios économiques plausibles. Le modèle keynésien simple peut être présenté de la manière suivante :

$$Y = C + I + G$$

où **Y** représente le revenu national, **C** la consommation, **I** l'investissement et **G** les dépenses publiques.

L'intégration de la zakat dans ce modèle ne doit toutefois pas conduire à la considérer comme une ressource entièrement nouvelle injectée dans l'économie. La zakat constitue principalement

un transfert de ressources entre les contributeurs et les bénéficiaires. Son effet net sur la consommation agrégée dépend donc de la différence entre la consommation supplémentaire des bénéficiaires et la diminution éventuelle de la consommation des contributeurs.

Cet effet peut être exprimé par la relation suivante :

$$\text{Effet net sur la consommation} = (c_b - cc) \times Z$$

où :

- Z représente le montant de la zakat redistribuée ;
- c_b représente la propension marginale à consommer des bénéficiaires ;
- cc représente la propension marginale à consommer des contributeurs.

Lorsque c_b est supérieure à cc , la redistribution de la zakat produit une augmentation nette de la consommation agrégée. Sous l'hypothèse que les entreprises disposent de capacités productives disponibles, cette augmentation initiale de la demande peut ensuite produire un effet multiplicateur sur le revenu national. Cet effet potentiel peut être représenté comme suit :

$$\text{Effet potentiel sur le revenu national} = k \times (c_b - cc) \times Z$$

où k représente le multiplicateur de la demande.

Cette formulation montre que l'effet potentiel de la zakat dépend du montant effectivement collecté et redistribué, de l'écart entre les comportements de consommation des contributeurs et des bénéficiaires, ainsi que de la capacité de l'économie à répondre à l'augmentation de la demande. La rapidité de la distribution, la qualité du ciblage et les coûts de gestion peuvent également influencer l'ampleur de cet effet (Prawoto & Basuki, 2024).

Une augmentation de la consommation ne conduit cependant pas automatiquement à une diminution du chômage. Pour qu'elle soutienne la production et l'emploi, les entreprises doivent être capables de répondre à la demande supplémentaire. Lorsque l'offre nationale est limitée, l'augmentation de la demande peut se traduire par une hausse des prix ou des importations plutôt que par une progression de la production locale.

La présente modélisation met ainsi en évidence un mécanisme économique théoriquement plausible, mais elle ne permet pas d'établir une relation causale empirique entre la redistribution de la zakat et la réduction du chômage. Les effets envisagés demeurent conditionnels aux hypothèses retenues et aux caractéristiques économiques et institutionnelles du contexte étudié. Le tableau suivant présente des scénarios de simulation construits à partir des hypothèses précédemment exposées. Les valeurs obtenues ont une vocation illustrative et permettent d'apprécier les effets potentiels de différentes configurations de redistribution de la zakat. Elles

ne doivent pas être interprétées comme des estimations empiriques de l'impact réel de la zakat sur le PIB ou le chômage :

Tableau 1 : Simulation de l'effet multiplicateur de la zakat sur le PIB et le chômage

Taux de zakat	Variation du PIB	Taux de chômage
1 %	+0,9 %	14,3 %
2 %	+1,8 %	14,1 %
3 %	+2,7 %	14,0 %
4 %	+3,7 %	13,9 %

Source : élaboré par l'auteure à partir des hypothèses du modèle keynésien et d' Afifah & Suryadi (2026).

2.2 Effets redistributifs de la zakat sur la relance de l'activité économique et l'emploi

Le rôle redistributif de la zakat repose sur le transfert de ressources des contributeurs vers les catégories de bénéficiaires prévues. Lorsque ces ressources sont orientées vers des ménages à faible revenu, dont la propension marginale à consommer est relativement élevée, elles peuvent soutenir la consommation de biens et de services essentiels. Cette redistribution pourrait ainsi accroître la demande intérieure, à condition que les fonds soient effectivement collectés, rapidement distribués et principalement utilisés dans l'économie nationale (Awan, 1980 ; Shehatah, 1989).

L'augmentation de la consommation constitue le premier canal par lequel la zakat pourrait contribuer à la relance de l'activité économique. Une demande supplémentaire adressée aux commerçants, aux artisans, aux petites entreprises et aux producteurs locaux peut favoriser une augmentation de leurs ventes. Lorsque les entreprises disposent de capacités productives disponibles, elles peuvent répondre à cette demande en augmentant leur production, leurs achats de matières premières ou leur niveau d'activité (Awan, 1980 ; Prawoto & Basuki, 2024).

Cet effet ne doit toutefois pas être considéré comme automatique. Lorsque l'appareil productif national ne peut pas répondre à l'augmentation de la demande, les ressources redistribuées peuvent entraîner une hausse des importations ou exercer une pression sur les prix. La contribution de la zakat à la relance économique dépend donc de la capacité de l'offre locale à satisfaire les nouveaux besoins de consommation et de la part des dépenses orientée vers des biens et des services produits localement (Prawoto & Basuki, 2024).

La zakat peut également soutenir l'activité économique à travers le financement d'activités génératrices de revenus. Les programmes de zakat productive peuvent permettre à certains bénéficiaires d'acquérir des équipements, des matières premières, des semences ou d'autres moyens nécessaires à la création ou au développement d'une petite activité économique. Lorsqu'ils sont accompagnés d'une formation, d'un suivi technique et d'un accès aux marchés,

ces programmes peuvent favoriser le passage d'une assistance ponctuelle à une autonomisation économique plus durable (Dompét Dhuafa, 2024 ; Afifah & Suryadi, 2026).

La contribution de la zakat à la lutte contre le chômage peut ainsi emprunter plusieurs canaux. D'une part, l'augmentation de la demande peut inciter les entreprises à accroître leur production et, lorsque cela est nécessaire, leurs besoins en main-d'œuvre. D'autre part, les programmes de formation, d'entrepreneuriat et de soutien aux micro activités peuvent favoriser l'auto-emploi des bénéficiaires. La zakat pourrait donc contribuer à réduire certaines formes de chômage, notamment le chômage conjoncturel lié à une insuffisance de la demande et le chômage résultant d'un accès limité aux ressources nécessaires à la création d'une activité (Awan, 1980 ; Afifah & Suryadi, 2026).

Toutefois, la relation entre la redistribution de la zakat et l'emploi demeure indirecte. Une augmentation de la production n'entraîne pas nécessairement de nouvelles embauches lorsque les entreprises peuvent utiliser plus intensivement leurs équipements ou leur personnel existant. De même, les activités financées peuvent rester fragiles et ne pas générer des revenus durables. L'effet sur l'emploi dépend ainsi de la nature des secteurs soutenus, de leur intensité en main-d'œuvre, des compétences des bénéficiaires, de la qualité de l'accompagnement et de la viabilité économique des projets financés (Prawoto & Basuki, 2024 ; Dompét Dhuafa, 2024). L'efficacité redistributive de la zakat dépend également de la répartition des ressources entre l'aide destinée à la consommation immédiate et les programmes productifs. Les transferts affectés aux besoins essentiels peuvent réduire les privations et soutenir rapidement la demande, tandis que les programmes de formation, d'investissement et d'entrepreneuriat peuvent produire des effets plus progressifs sur l'activité économique et l'emploi. Ces deux formes d'intervention sont complémentaires : la première répond à l'urgence sociale, tandis que la seconde vise une amélioration plus durable de la situation économique des bénéficiaires (Afifah & Suryadi, 2026 ; Dompét Dhuafa, 2024).

La zakat peut également agir sur l'investissement en encourageant la mobilisation de certaines richesses conservées sous une forme improductive. L'obligation de verser régulièrement la zakat sur certains actifs peut inciter leurs détenteurs à les orienter vers des activités génératrices de revenus plutôt qu'à les conserver sans utilisation économique. Par ailleurs, les ressources collectées peuvent financer des microprojets, des entreprises sociales ou des programmes communautaires en faveur des bénéficiaires éligibles (Shehatah, 1989 ; Zagralı, 2017).

L'effet net sur l'investissement doit néanmoins être interprété avec prudence. Le prélèvement de la zakat peut réduire les ressources disponibles pour la consommation ou l'investissement

de certains contributeurs. Le résultat macroéconomique dépend donc de l'utilisation qui aurait été faite de ces ressources en l'absence de redistribution et de leur affectation après le transfert. L'effet peut être plus important lorsque les fonds auparavant peu mobilisés sont orientés vers des dépenses essentielles ou vers des projets productifs viables (Shehatah, 1989 ; Prawoto & Basuki, 2024).

Ainsi, la zakat pourrait contribuer à la relance de l'activité économique et à la lutte contre le chômage lorsque plusieurs conditions sont réunies : une collecte suffisante, une redistribution rapide, un ciblage approprié, une propension à consommer relativement élevée chez les bénéficiaires, une offre nationale capable de répondre à la demande et un accompagnement adapté des projets productifs. En l'absence de ces conditions, son effet peut rester limité à l'assistance sociale sans produire une augmentation durable de la production et de l'emploi (Awan, 1980 ; Prawoto & Basuki, 2024).

3 Études de cas : institutions, programmes et effets

Les multiplicateurs retenus dans les scénarios nationaux sont calculés selon la relation $k=1/(1-c)$, où c représente la propension marginale à consommer retenue dans chaque scénario. Une propension marginale à consommer de 0,80 correspond ainsi à un multiplicateur de 5,00, une propension de 0,85 à un multiplicateur d'environ 6,67, une propension de 0,75 à un multiplicateur de 4,00 et une propension de 0,70 à un multiplicateur d'environ 3,33. Ces valeurs constituent des hypothèses de simulation et non des estimations économétriques propres aux pays étudiés. Les montants de zakat et les indicateurs socio-économiques proviennent des sources institutionnelles mentionnées sous les tableaux, tandis que le multiplicateur, le revenu généré, la consommation et la production sont calculés par l'auteure à partir des hypothèses retenues.

3.1 La Malaisie

La Malaisie dispose d'un système de zakat institutionnalisé depuis plusieurs décennies, administré par des institutions étatiques et des fondations privées. Les fonds collectés sont alloués aux programmes productifs, de microfinance islamique et à l'éducation. Les données du tableau illustrent l'évolution des montants collectés et leur impact sur le revenu généré, la consommation, la production ainsi que sur les indicateurs de pauvreté et d'emploi (Afifah & Suryadi, 2026).

Tableau 2 : Données de la zakat et indicateurs macroéconomiques pour Malaisie.

Année	Montant zakat (milliards RM)	Multiplicateur	Revenu généré	Consommation	Production	Taux de pauvreté (%)	Taux d'emploi (%)
2020	1.5	5.00	7.5	6.0	3.75	5.1	95.5
2021	3.0	5.00	15.0	12.0	7.5	4.7	95.7
2022	1.9	5.00	9.5	7.6	4.75	4.5	95.9
2023	1.56	5.00	7.8	6.24	3.9	4.0	96.1

Source : Afifah & Suryadi (2026), DOSM (2024).

L'analyse des données de la Malaisie montre qu'une hausse des montants de zakat en 2021 a entraîné une augmentation du revenu généré et de la consommation, tandis que les taux de pauvreté et de chômage diminuent. La stabilité des indicateurs en 2022 et 2023 suggère que la gouvernance et le ciblage jouent un rôle déterminant dans la pérennité des effets (Afifah & Suryadi, 2026).

La Malaisie est souvent citée comme un modèle d'institutionnalisation de la zakat. Le pays dispose d'autorités régionales, les Majlis Agama Islam Negeri, qui collectent et redistribuent la zakat selon des programmes variés. La Lembaga Zakat Selangor, par exemple, finance des projets d'entrepreneuriat, des formations professionnelles et des bourses d'études pour les jeunes issus de ménages modestes (Afifah & Suryadi, 2026). Ces programmes ont permis de créer des milliers d'emplois et de réduire sensiblement la dépendance à l'assistance sociale, comme l'ont montré les données évaluatives des États de Selangor et de Penang (Prawoto & Basuki, 2024). La Malaisie démontre ainsi que la zakat, lorsqu'elle est administrée par des institutions transparentes et bien gérées, peut contribuer à la création d'entreprises et à la réduction du chômage (Dompét Dhuafa, 2024).

3.2 L'Indonésie

En Indonésie, la Maison nationale de la zakat (Badan Amil Zakat Nasional – BAZNAS) coordonne la collecte et la distribution des fonds zakataires. Le pays a mis en place un indice national de la zakat pour mesurer l'efficacité des programmes et orienter les politiques publiques (Prawoto & Basuki, 2024). Des initiatives telles que le microcrédit islamique, les formations à la gestion d'entreprise et les centres d'incubation de start-up ont été financées grâce à la zakat, permettant à de nombreux bénéficiaires de devenir des entrepreneurs autonomes (Afifah & Suryadi, 2026). Les études montrent qu'en Indonésie, l'impact de la zakat sur le produit intérieur brut et l'indice de développement humain islamique est significatif, bien que les effets sur l'emploi soient encore mitigés en raison de la faiblesse de la couverture (Prawoto & Basuki, 2024).

En Indonésie, le Comité national de zakat (BAZNAS) coordonne la collecte et la distribution de la zakat. L'augmentation régulière des montants collectés reflète l'adhésion croissante des contributeurs et l'efficacité de la gestion. Les programmes productifs financés par la zakat contribuent à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois (Prawoto & Basuki, 2024).

Tableau 3 : Données de la zakat et indicateurs macroéconomiques pour Indonésie.

Année	Montant zakat (mille milliards IDR)	Multiplicateur	Revenu généré	Consommation	Production	Taux de pauvreté (%)	Taux d'emploi (%)
2021	17.3	6.67	115.33	98.03	57.66	10.1	94.0
2022	20.0	6.67	133.33	113.33	66.67	9.8	94.3
2023	27.0	6.67	180.0	153.0	90.0	9.3	94.7
2025	41.0	6.67	273.33	232.33	136.66	8.5	95.0

Source : Prawoto & Basuki (2024), BAZNAS (2025).

En Indonésie, l'effet multiplicateur élevé amplifie l'impact de la zakat. Les données révèlent une croissance régulière du revenu généré et de la production, accompagnée d'une baisse du taux de pauvreté et d'une légère amélioration de l'emploi. Ces résultats confirment l'importance d'une gestion professionnelle et d'un fort engagement communautaire (Prawoto & Basuki, 2024).

3.3 Pakistan

Le Pakistan a promulgué une loi fédérale sur la zakat en 1980, instaurant une collecte obligatoire sur les comptes bancaires et les actifs financiers. Les fonds sont gérés par les conseils provinciaux et districtuels de la zakat et sont destinés à des programmes d'assistance sociale, de formation professionnelle et de microfinance (Awan, 1980). Malgré ce cadre institutionnel, l'efficacité est limitée par la faiblesse de la collecte et la mauvaise coordination avec d'autres dispositifs de protection sociale (Zagrali, 2017). Néanmoins, certaines initiatives comme l'aide à la formation d'apprentis artisans et le financement de l'agriculture familiale montrent que la zakat peut servir d'outil de réduction du chômage rural lorsqu'elle est ciblée et complétée par des services de conseil (Dompét Dhuafa, 2024).

Au Pakistan, la zakat est gérée par des comités provinciaux qui financent des programmes sociaux et des initiatives entrepreneuriales. Malgré des montants relativement modestes, la zakat contribue à améliorer la consommation et la production des ménages défavorisés (Ahmad, 2019 ; Government of Pakistan, Ministry of Poverty Alleviation and Social Safety, 2023).

Tableau 4 : Données de la zakat et indicateurs macroéconomiques pour Pakistan.

Année	Montant zakat (milliards USD)	Multiplicateur	Revenu généré	Consommation	Production	Taux de pauvreté (%)	Taux d'emploi (%)
2019	0.5	4.00	2.0	1.5	1.0	24.0	92.0
2020	0.6	4.00	2.4	1.8	1.2	23.5	92.3
2021	0.7	4.00	2.8	2.1	1.4	23.0	92.5
2022	0.8	4.00	3.2	2.4	1.6	22.0	92.7

Source: Central Zakat Fund (2022).

Au Pakistan, les montants collectés restent modestes, mais le multiplicateur de 4,0 favorise une amélioration de la consommation et de la production. La diminution progressive du taux de pauvreté montre que la zakat contribue à amortir les chocs économiques et à soutenir les ménages vulnérables ((Ahmad, 2019).

3.4 Koweït

Au Koweït, la Zakat House est une institution publique créée en 1982 pour gérer la collecte et la distribution de la zakat. Elle finance des programmes nationaux et internationaux, notamment des hôpitaux, des écoles et des projets de développement des petites entreprises (Zagrâli, 2017). Le Koweït a innové en introduisant des plateformes numériques pour faciliter le paiement de la zakat et en collaborant avec le secteur privé pour financer des projets de recherche et d'innovation (Prawoto & Basuki, 2024). La contribution de la zakat à la réduction du chômage reste toutefois modeste, car le marché du travail koweïtien dépend fortement des travailleurs étrangers et la redistribution ne parvient pas toujours à stimuler l'emploi des citoyens (Dompêt Dhuafa, 2024).

Le Koweït dispose d'un fonds de zakat soutenu par l'État et le secteur privé. Les recettes de la zakat sont investies dans des projets communautaires et dans le soutien aux petites entreprises. Les données révèlent une amélioration continue de l'emploi et une réduction de la pauvreté (Muhammad, 2019 ; Kuwait Zakat House, 2023).

Tableau 5 : Données de la zakat et indicateurs macroéconomiques pour Koweït.

Année	Montant zakat (milliards KWD)	Multiplicateur	Revenu généré	Consommation	Production	Taux de pauvreté (%)	Taux d'emploi (%)
2020	0.2	3.33	0.67	0.47	0.34	0.5	96.5
2021	0.22	3.33	0.73	0.51	0.36	0.4	96.7
2022	0.24	3.33	0.80	0.56	0.40	0.3	96.8
2023	0.26	3.33	0.87	0.61	0.43	0.2	96.9

Source : Kuwait Zakat House, rapports et statistiques annuels ; Central Statistical Bureau of Kuwait, statistique.

Au Koweït, la stabilité des montants collectés et l'affectation à des projets communautaires se traduisent par une amélioration continue de l'emploi et une réduction de la pauvreté. L'effet multiplicateur modéré est compensé par une bonne gouvernance et la coordination entre acteurs publics et privés (Muhammad, 2019 ; Kuwait Zakat House, 2023).

3.5 Qatar

Au Qatar, les autorités religieuses et des organisations philanthropiques telles que la Qatar Charity ont institutionnalisé la collecte de la zakat. Les fonds sont utilisés pour financer des programmes de santé, d'éducation et de soutien à l'entrepreneuriat, notamment pour les réfugiés et les communautés défavorisées (Afifah & Suryadi, 2026). La numérisation de la collecte et l'intégration de la zakat dans les applications mobiles facilitent la participation des donateurs et augmentent la transparence (Prawoto & Basuki, 2024). Malgré l'abondance des ressources, l'impact sur le chômage demeure limité en raison de la structure duale du marché du travail qatari, où les nationaux bénéficient d'emplois publics et les expatriés occupent les postes du secteur privé (Dompert Dhuafa, 2024).

Au Qatar, la zakat est perçue par l'État et redistribuée via des associations caritatives qui financent des projets éducatifs et sanitaires. Bien que les montants soient modestes, l'effet multiplicateur de la zakat est significatif en raison d'un multiplicateur élevé et d'un niveau de pauvreté déjà faible (Ahmad et al., 2015).

Tableau 6 : Données de la zakat et indicateurs macroéconomiques pour Qatar.

Année	Montant zakat (milliards QAR)	Multiplicateur	Revenu généré	Consommation	Production	Taux de pauvreté (%)	Taux d'emploi (%)
2020	0.3	4.00	1.2	0.9	0.6	1.0	97.0
2021	0.32	4.00	1.28	0.96	0.64	0.9	97.2
2022	0.35	4.00	1.40	1.05	0.70	0.8	97.5
2023	0.36	4.00	1.44	1.08	0.72	0.7	97.6

Source: élaboré par l'auteure à partir de Qatar Central Bank (QCB), Planning and Statistics Authority (PSA), International Monetary Fund (World Economic Outlook Database) et World Bank (World Development Indicators).

Au Qatar, la combinaison d'un multiplicateur élevé et d'un niveau de pauvreté déjà faible permet à la zakat de jouer un rôle stabilisateur et d'encourager l'innovation sociale. L'amélioration constante de l'emploi et de la production témoigne d'une utilisation efficace des fonds (Ahmad et al., 2015).

L'analyse comparative des expériences nationales met en évidence plusieurs facteurs de réussite. Premièrement, une gouvernance transparente et professionnelle des institutions

zakataires est indispensable pour susciter la confiance des contributeurs et assurer un ciblage efficace des bénéficiaires ((Muhammad, 2019). Deuxièmement, l'intégration de la zakat à des programmes de formation et de microfinance permet de transformer les transferts en capital humain et financier durable (Afifah & Suryadi, 2026). Troisièmement, la numérisation des processus de collecte et de distribution accroît l'efficacité et réduit les coûts de transaction, comme le montrent les expériences malaisienne et qatarie (Prawoto & Basuki, 2024). Enfin, la complémentarité entre la zakat et les politiques publiques de l'emploi et de l'investissement est un gage de pérennité des effets sur la croissance (Dompét Dhuafa, 2024).

Tableau 7 : Effets de la zakat en Malaisie

Ce tableau synthétise l'impact de la zakat sur la consommation, la production, l'emploi et l'investissement en Malaisie, selon les sources disponibles :

Aspect	Observations	Sources
Consommation	Augmentation des dépenses des ménages pauvres, surtout en biens alimentaires et services essentiels	Afifah & Suryadi, 2026
Production	Croissance des microentreprises et développement des PME dans les secteurs agroalimentaire et artisanal	Afifah & Suryadi, 2026
Emploi	Création de milliers d'emplois via des programmes d'entrepreneuriat et de formation	Afifah & Suryadi, 2026
Investissement	Stimulation de l'investissement productif grâce à la microfinance islamique	Afifah & Suryadi, 2026

Source : Élaboration de l'auteur à partir de la littérature théorique et institutionnelle

Tableau 8 : Effets de la zakat en Indonésie

Ce tableau synthétise l'impact de la zakat sur la consommation, la production, l'emploi et l'investissement en Indonésie, selon les sources disponibles :

Aspect	Observations	Sources
Consommation	Hausse modérée de la consommation domestique dans les provinces couvertes par BAZNAS	Prawoto & Basuki, 2024
Production	Amélioration de la production locale grâce aux incubateurs et à l'accès aux intrants	Prawoto & Basuki, 2024
Emploi	Effets encore mitigés sur l'emploi en raison de la faible couverture nationale	Prawoto & Basuki, 2024
Investissement	Investissements communautaires via microcrédit islamique et crowdfunding halal	Prawoto & Basuki, 2024

Source : Élaboration de l'auteur à partir de la littérature théorique et institutionnelle

Tableau 9 : Effets de la zakat en Pakistan

Ce tableau synthétise l'impact de la zakat sur la consommation, la production, l'emploi et l'investissement en Pakistan, selon les sources disponibles.

Aspect	Observations	Sources
Consommation	Soutien principalement dirigé vers la subsistance et l'alimentation	Awan, 1980
Production	Faible impact sur la production en raison de la fragmentation des programmes	Awan, 1980
Emploi	Quelques initiatives d'apprentissage artisanal ont créé des emplois ruraux	Awan, 1980
Investissement	Manque d'effets significatifs sur l'investissement productif	Awan, 1980

Source : Élaboration de l'auteur à partir de la littérature théorique et institutionnelle

Tableau 10 : Effets de la zakat en Koweït

Ce tableau synthétise l'impact de la zakat sur la consommation, la production, l'emploi et l'investissement en Koweït, selon les sources disponibles.

Aspect	Observations	Sources
Consommation	Impact limité sur la consommation nationale, forte présence de travailleurs expatriés	Zagralı, 2017
Production	Soutien à des projets d'infrastructure et à des PME innovantes	Zagralı, 2017
Emploi	Création d'emplois modeste, concentrée dans les projets publics	Zagralı, 2017
Investissement	Financement de projets éducatifs et sanitaires via la Zakat House	Zagralı, 2017

Source : Élaboration de l'auteur à partir de la littérature théorique et institutionnelle

Tableau 11 : Effets de la zakat en Qatar

Ce tableau synthétise l'impact de la zakat sur la consommation, la production, l'emploi et l'investissement en Qatar, selon les sources disponibles.

Aspect	Observations	Sources
Consommation	Augmentation des dépenses dans les programmes humanitaires pour réfugiés	Domet Dhuafa, 2024
Production	Financement d'entreprises sociales et de programmes d'éducation	Domet Dhuafa, 2024
Emploi	Impact limité sur le chômage des nationaux, marché du travail dominé par les expatriés	Domet Dhuafa, 2024
Investissement	Investissements caritatifs importants mais peu orientés vers la production nationale	Domet Dhuafa, 2024

Source : Élaboration de l'auteur à partir de la littérature théorique et institutionnelle

4 Discussion et recommandations

Les analyses théoriques, les simulations exploratoires et les études de cas présentées dans cette recherche convergent vers l'idée que la redistribution de la zakat pourrait contribuer au soutien de l'activité économique lorsqu'elle est intégrée dans un environnement institutionnel favorable.

En orientant les ressources vers des ménages présentant une propension marginale à consommer relativement élevée, la zakat est susceptible de stimuler la demande de biens et de services essentiels. Lorsque les capacités productives sont disponibles, cette augmentation de la demande peut favoriser une progression de la production et, dans certains contextes, soutenir l'emploi. Toutefois, ces effets demeurent conditionnels aux hypothèses retenues dans la modélisation et ne constituent pas une validation empirique d'une relation causale entre la zakat et la réduction du chômage.

L'analyse comparative met également en évidence que les effets de la zakat ne sont ni automatiques ni homogènes d'un pays à l'autre. Les expériences de la Malaisie et de l'Indonésie illustrent l'importance d'une gouvernance institutionnelle renforcée, d'une collecte organisée et d'une orientation des fonds vers des programmes productifs tels que la formation professionnelle, l'entrepreneuriat et le microfinancement. À l'inverse, les cas du Pakistan, du Koweït et du Qatar montrent que les résultats peuvent être limités par des contraintes institutionnelles, une faible mobilisation des ressources ou des caractéristiques propres au marché du travail. Ces différences soulignent que l'efficacité de la zakat dépend moins de son existence en tant qu'instrument redistributif que des modalités de sa gestion, de sa transparence et de son articulation avec les politiques publiques de développement.

Les résultats obtenus invitent également à considérer les limites potentielles du mécanisme étudié. Une augmentation de la consommation ne se traduit pas nécessairement par une hausse équivalente de la production et de l'emploi. Lorsque les capacités productives nationales sont insuffisantes, la demande supplémentaire peut alimenter les importations ou exercer des pressions inflationnistes plutôt que stimuler l'activité économique locale. De même, une collecte insuffisante, une redistribution tardive, un ciblage inadéquat des bénéficiaires ou une gouvernance défailante peuvent réduire sensiblement les effets attendus de la zakat. Ces éléments confirment que son efficacité macroéconomique demeure fortement dépendante du contexte économique et institutionnel dans lequel elle est mise en œuvre.

Au regard de ces constats, plusieurs recommandations peuvent être formulées. Il apparaît nécessaire de renforcer la gouvernance des institutions zakataires par la mise en place de mécanismes de transparence, d'audit et d'évaluation des programmes financés. La digitalisation des procédures de collecte et de distribution constitue également un levier important pour améliorer la traçabilité des fonds, renforcer la confiance des contributeurs et réduire les coûts administratifs. Par ailleurs, une part plus importante des ressources pourrait être orientée vers des programmes productifs favorisant la formation, l'entrepreneuriat, le microfinancement et

l'accompagnement des bénéficiaires, afin de compléter l'aide sociale immédiate par des actions génératrices de revenus durables. Enfin, la coordination entre les institutions chargées de la zakat et les politiques publiques de développement économique, d'emploi et de protection sociale apparaît essentielle pour maximiser les effets redistributifs et soutenir une croissance plus inclusive.

Conclusion

La présente recherche avait pour objectif d'analyser dans quelle mesure la redistribution de la zakat est susceptible de soutenir la demande globale, la production et l'emploi, à partir d'une adaptation théorique du multiplicateur keynésien et d'une analyse comparative de plusieurs expériences nationales. Les développements proposés montrent que la zakat peut constituer un instrument redistributif susceptible de contribuer à la relance de l'activité économique lorsqu'elle est collectée de manière efficace, rapidement redistribuée, correctement ciblée et intégrée à des programmes favorisant l'autonomisation économique des bénéficiaires. Les études de cas consacrées à la Malaisie, à l'Indonésie, au Pakistan, au Koweït et au Qatar mettent en évidence que les effets potentiels de la zakat varient sensiblement selon la qualité de la gouvernance, le niveau d'institutionnalisation, les modalités de gestion des fonds et les caractéristiques économiques propres à chaque pays.

Toutefois, les résultats obtenus doivent être interprétés avec prudence. La démarche retenue repose sur une modélisation théorique et sur des scénarios exploratoires destinés à illustrer les mécanismes économiques susceptibles d'être associés à la redistribution de la zakat. Elle ne permet donc pas d'établir une relation causale entre la zakat et l'évolution du produit intérieur brut, de l'emploi ou de la pauvreté. Par ailleurs, l'efficacité macroéconomique de la zakat demeure conditionnée par plusieurs facteurs, notamment la qualité de la gouvernance, la transparence des institutions, le niveau effectif de collecte, la rapidité de la redistribution, la capacité productive de l'économie et la complémentarité avec les autres politiques publiques. En l'absence de ces conditions, les effets attendus peuvent être limités ou principalement se traduire par une amélioration du bien-être des bénéficiaires sans générer d'impacts durables sur la croissance ou l'emploi.

Sur le plan pratique, cette recherche souligne l'intérêt de renforcer la gouvernance des institutions zakataires, de poursuivre leur digitalisation, d'améliorer la transparence des mécanismes de collecte et de distribution et d'orienter une part plus importante des ressources vers des programmes productifs favorisant l'entrepreneuriat, la formation et l'insertion

économique des bénéficiaires. Ces orientations apparaissent essentielles pour accroître l'efficacité redistributive de la zakat et renforcer sa contribution au développement socio-économique.

Enfin, cette étude ouvre plusieurs perspectives de recherche. Des travaux futurs fondés sur des données de panel, des méthodes économétriques ou des analyses comparatives plus approfondies permettraient d'évaluer empiriquement les effets de la zakat sur la croissance économique, l'emploi, la pauvreté et les inégalités dans différents contextes nationaux. Ils pourraient également approfondir le rôle de la gouvernance, de la digitalisation, de la confiance institutionnelle et des dispositifs de zakat productive dans l'amélioration de l'efficacité des systèmes zakataires.

BIBLIOGRAPHIE

- Ab Rahman, A. (2014). *Modul pengurusan amil zakat Malaysia*. Penerbit Universiti Sains Islam Malaysia.
- Ab Rahman, A., Alias, M. H., & Syed Omar, S. M. N. (2012). Zakat institution in Malaysia: Problems and issues. *Global Journal Al-Thaqafah*, 2(1), 35–41.
- Afifah, D. D., & Suryadi, N. (2026). Optimizing productive zakat funds in overcoming unemployment of the young generation of Muslims through the creation of new entrepreneurs. *At-Tasyri': Jurnal Hukum Islam dan Ekonomi Syariah*, 7(1), 25–33.
- Ahmad, M., Rashid, S. K., Ibrahim, U., & Oseni, U. A. (2015). The legal and regulatory framework for zakah and waqf administration in Kuwait: Lessons for Nigerian zakah and waqf institutions. *International Journal of Business, Economics and Law*, 7(4), 9–21.
- Ahmad, S. (2019). Developing and proposing zakat management system: A case of the Malakand District, Pakistan. *International Journal of Zakat*, 4(1), 25–33.
- Ascarya. (2022). The role of Islamic social finance during the COVID-19 pandemic in Indonesia's economic recovery. *International Journal of Islamic and Middle Eastern Finance and Management*, 15(2), 386–405.
- Awan, M. M. (1980). Economic policy for development: A treatise on zakah. In M. Raquibuzzaman (Ed.), *Some aspects of the economics of zakah* (pp. 185–207). American Trust Publications.
- Badan Amil Zakat Nasional. (2025). *Laporan Pengelolaan Zakat Nasional Akhir Tahun 2025*. BAZNAS.
- Chapra, M. U. (2000). *The future of economics: An Islamic perspective*. The Islamic Foundation.
- Department of Statistics Malaysia. (2024). *OpenDOSM data catalogue: Poverty, employment and household income statistics*. Department of Statistics Malaysia.
- Dompot Dhuafa. (2024). *Impact report 2024*. Yayasan Dompot Dhuafa Republika.
- Government of Pakistan, Finance Division. (2023). *Pakistan Economic Survey 2022–23*. Government of Pakistan.
- Government of Pakistan, Ministry of Poverty Alleviation and Social Safety. (2023). *Year Book 2022–23*. Government of Pakistan.
- International Monetary Fund. (2024). *World Economic Outlook Database, April 2024*. International Monetary Fund.

- Kuwait Central Statistical Bureau. (2024). *Annual Statistical Abstract 2023–2024*. Central Statistical Bureau.
- Kuwait Zakat House. (2023). *Annual report 2023*. Kuwait Zakat House.
- Muhammad, I. (2019). Analysis of zakat system in high-income Islamic countries. *The Journal of Muamalat and Islamic Finance Research*, 16(2), 1–11.
- Planning and Statistics Authority. (s. d.). *Qatar statistical database*. State of Qatar.
- Prawoto, N., & Basuki, A. T. (2024). The influence of zakat and macro variables on economic growth. *Corporate Law & Governance Review*, 6(2), 54–63.
- Qatar Central Bank. (2022). *Annual Macroeconomic Review 2022*. Qatar Central Bank.
- Qatar Central Bank. (s. d.). *Statistical database*. Qatar Central Bank.
- Reserve Bank of Australia. (2023). *Unemployment: Its measurement and types*. Reserve Bank of Australia.
- Shehatah, S. I. (1989). Limitations on the use of zakah funds in financing the socio-economic infrastructure of society. In I. A. Imtiaz, M. A. Mannan, M. A. Niaz, and A. H. Deria (Eds.), *Management of zakah in modern Muslim society* (pp. 57–73). Islamic Research and Training Institute, Islamic Development Bank.
- World Bank. (2022). *Poverty and shared prosperity 2022: Correcting course*. World Bank.
- World Bank. (2023). *World Development Indicators*. World Bank.
- Zagralli, F. N. (2017). An analysis of the institutional structure of zakat and the case for Turkey. *Share: Jurnal Ekonomi dan Keuangan Islam*, 6(1), 85–100.